

La lutte contre la corruption reste insuffisante au Portugal, selon TI

La lutte contre la corruption demeure insuffisante au Portugal alors que le pays, sous assistance financière, traverse une période d'incertitude autour de sa situation économique, selon un rapport effectué dans le cadre d'une initiative de Transparency International.

Réalisé par divers organismes privés et publics réunis au sein d'un "Système national d'intégrité" (SNI), ce rapport, le premier du genre pour le Portugal, brosse un tableau particulièrement sombre de la corruption dans le pays.

Il cite notamment comme exemple du phénomène des "*privatisations opaques*", des "*dépenses ministérielles non budgétées*", des "*ventes frauduleuses du patrimoine public*" ou des "*nominations de dirigeants d'entreprises et organismes publiques sans aucun critère de compétence*".

Selon le SNI, les résultats de l'étude pour le Portugal sont "*inférieurs à ce que l'on pouvait attendre d'un pays développé, industrialisé et intégré dans l'UE*".

Le phénomène est d'autant plus grave que le pays "*traverse une période de grande anxiété*" en raison de ses difficultés financières, souligne le rapport.

Frappé par une grave crise, le Portugal a reçu en mai 2011 de l'UE et du FMI un prêt de 28 milliards d'euros et s'est engagé en échange à mettre en oeuvre un plan de réformes marqué par une austérité sans précédent.

Cette situation, selon le rapport a provoqué, "*le scepticisme des citoyens et des investisseurs sur la rigueur et la dimension de certaines réformes et l'orientation que l'on (les autorités) compte donner à l'économie*".

Dans ce contexte, "*l'austérité, la corruption politique et économique sont au centre d'une indignation croissante des Portugais vis à vis de leur leaders politiques*", estime le rapport selon lequel la lutte contre la corruption est affaiblie par "*une absence de stratégie nationale pour combattre cette forme complexe de criminalité*".

Le rapport recommande "*une réforme complète de la Justice afin de promouvoir la transparence dans le combat contre la corruption*".

L'étude, qui fait partie d'une initiative de Transparency International menée dans 24 pays, a été réalisée à partir d'interviews de différents acteurs sociaux parmi lesquels des magistrats, des responsables politiques, des enseignants et des journalistes.

Source : AFP, 08/05/2012